

## Document généré le mardi 12 octobre 2021 à 14:06

Diffusion Internet	Version	Transmis	Publication	Visites	Retraits	Dépôts
web + alerte	Intégrale	12/10/21	12/10/21	0	0 / 0	0 / 0

Diffusion Presse	Version	Transmis	Publication	Etat	Identifiant	N° Annonce
BOAMP	Intégrale					

## Classification CPV :

Principale : 79110000 - Services de conseils et de représentation juridiques

## AVIS DE PUBLICITE

## COMMUNE DE MOUGINS

Monsieur le Maire  
72 Chemin de l'horizon  
06250 MOUGINS



L'avis implique l'établissement d'un Accord-Cadre.

Durée : 12 mois

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs.

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques ;

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

<b>Objet</b>	<b>Prestations de conseil et représentation juridiques</b>
Référence	FS 21/22
Type de marché	Services
Mode	Procédure adaptée
Code NUTS	FRL03
Durée	12 mois
<b>DESCRIPTION</b>	L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Ce marché a pour objet de désigner les différents prestataires qui accompagnent sur le plan juridique la Commune tant dans des missions de conseil que de représentation devant les juridictions. Ce marché est réservé à la profession d'avocat. Conformément à l'article R 2185-1 du Code de la commande publique, la collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la consultation, sans aucune indemnité pour les entreprises soumissionnaires.
<b>Code CPV principal</b>	<b>79110000 - Services de conseils et de représentation juridiques</b>  La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : Oui
<b>Forme</b>	Prestation divisée en lots : Oui Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots Les variantes sont refusées
Quantité ou étendue	Valeur estimée hors TVA : 480 000,00 €
Reconductions	Oui Nombre de reconductions éventuelles : 3
<b>Lots</b>	<b>Libellé</b> <b>Estimé € HT</b> <b>Mini € HT</b> <b>Maxi € HT</b> <b>CPV</b>

N°	Description		
N° 1	<p><b>Droit de l'urbanisme</b></p> <p>Description : Réglementaire et individuel (PLU, autorisations d'urbanisme), opérationnel (outils d'aménagements du territoire notamment ZAC, lotissements / outils de financements notamment PAE, PUP, taxe d'aménagement), contentieux pénal et civil du droit de l'urbanisme.</p>	35 000	79110000
N° 2	<p><b>Droit immobilier public/privé et Droit de la construction</b></p> <p>Description : Acquisition, cession, préemption, expropriation, contrats de gestion du domaine privé et public communal(baux d'habitation, baux commerciaux, convention d'occupation du domaine public), garantie des constructeurs dans le cadre des opérations de construction publique, domanialité publique.</p>	25 000	79110000
N° 3	<p><b>Droit administratif</b></p> <p>Description : dont responsabilité administrative, police administrative, droit de la fonction publique, droit électoral, droit des contrats publics (marchés publics, délégation de service public, baux emphytéotiques, partenariat public privé).</p>	35 000	79110000
N° 4	<p><b>Droit privé applicable aux collectivités territoriales</b></p> <p>Description : Hors lots précédents (droit pénal, droit civil, droit commercial, défense des agents dans la cadre de la protection fonctionnelle sous réserve de leur accord sur le choix de l'avocat).</p>	25 000	79110000

**Conditions relatives au contrat**

<b>Cautionnement</b>	Voir prescriptions au dossier de consultation.
<b>Financement</b>	Voir prescriptions au dossier de consultation.
<b>Forme juridique</b>	Voir prescriptions au dossier de consultation.
<b>Autres conditions</b>	<p>Conditions particulières d'exécution :</p> <p>L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.</p> <p>Aucune clause de garantie financière prévue.</p> <p>Aucune avance prévue.</p> <p>Les prestations sont réglées par des prix unitaires.</p> <p>Les prix sont révisables.</p> <p>Le paiement des prestations se fera dans le respect du délai global de paiement applicable à l'acheteur.</p>

**Conditions de participation**

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :**

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de

l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
- Formulaire DC1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

Marché réservé : Non

La prestation est réservée à une profession particulière.

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

Cette consultation est réservée à la profession d'avocat.

Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché : Non

#### Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

#### Offres

Remise des offres le **16/11/21 à 12h00** au plus tard.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Validité des offres : **4 mois** , à compter de la date limite de réception des offres.

#### Dépôt

- Déposer un Pli dématérialisé

#### Renseignements complémentaires

Chaque transmission par voie électronique fera l'objet d'un accusé de réception. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites prévues. Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celui-ci annule et remplace le pli précédent. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. La transmission des plis sur un support physique électronique n'est pas autorisée.

Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

Aucune forme de groupement n'est imposée à l'attributaire.

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont précisés dans le

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient. La signature électronique des documents n'est pas exigée pour cette consultation.  
Les sous-critères retenus pour le jugement des offres sont définis dans le règlement de la consultation.

**Marché périodique :** Oui  
Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

**Fonds** Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : Non

**Recours** Instance chargée des procédures de recours :  
Tribunal administratif de Nice  
33, boulevard Franck Pilatte  
BP 4179 06359 Nice Cedex 4  
Tél : 04 92 04 13 13 - Fax : 04 93 55 78 31  
[greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr)  
Envoi le 12/10/21 à la publication

Marches-Publics.info V9.7